



**Revue des Sciences humaines
et sociales, Lettres, Langues et
Civilisations**

**ISSN
(E) 2958-2814
(P) 3006-306X**

Volume 4, Numéro 3, Juin 2026

**Université Alassane Ouattara
UFR Communication Milieu et Société**

revue.akiri-uao.org



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Editeur

UFR Communication, Milieu et Société
Université Alassane Ouattara, Bouaké (Côte d'Ivoire)



ISSN-L: 2958-2814
ISSN-P: 3006-306X

INDEXATIONS INTERNATIONALES

Pour toutes informations sur l'indexation internationale de la revue *AKIRI*, consultez les bases de données ci-dessous :



<https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>



<https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>



<http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>



<https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>



<https://journalseeker.researchbib.com/view/issn/2958-2814>



<https://www.ajol.info/index.php/akiri>



[https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales-lettres-langues-et-civilisations)/2360)



<https://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor : SJIF 2026 : 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

REVUE ELECTRONIQUE

AKIRI

Revue Scientifique des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations

E-ISSN 2958-2814 (Online ou en Ligne)

I-ISSN 3006-306X (Print ou imprimé)

Equipe Editoriale

Coordinateur Général : BRINDOUMI Kouamé Atta Jacob

Directeur de publication : MAMADOU Bamba

Rédacteur en chef : KONE Kiyali

Chargé de diffusion et de marketing : KONE Kpassigué Gilbert

Webmaster : KOUAKOU Kouadio Sanguen

Comité Scientifique

SEKOU Bamba, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches, IHAAA, Université Félix Houphouët-Boigny

LATTE Egue Jean-Michel, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches, CNRST,

ALLOU Kouamé René, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

KAMATE Banhouman André, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

ASSI-KAUDJHIS Joseph Pierre, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

SANGARE Abou, Professeur titulaire, Université Peleforo Gbon Coulibaly

SANGARE Souleymane, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

COULIBALY Amara, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGAMOUNSIKA Edouard, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur titulaire, Université de San-Pedro

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Université Marien N'gouabi de Brazzaville

DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

NGUE Emmanuel, Maître de conférences, Université de Yaoundé I

N'GUESSAN Mahomed Boubacar, Professeur titulaire, Université Félix Houphouët-Boigny

BA Idrissa, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop

KAMARA Adama, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop

ALLABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny

DIARRASSOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara

TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

M'BRA Kouakou Désiré, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara

ISSN-L: 2958-2814**ISSN-P: 3006-306X**

Comité de Lecture

BATCHANA Essohanam, Professeur titulaire, Université de Lomé
 N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 CAMARA Moritié, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 FAYE Ousseynou, Professeur titulaire, Université Cheick Anta Diop
 BA Idrissa, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 BAMBA Mamadou, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 SARR Nissire Mouhamadou, Maître de conférences, Université Cheick Anta Diop
 GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches,
 DEDOMON Claude, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 BRINDOUMI Atta Kouamé Jacob, Professeur titulaire, Université Alassane Ouattara
 DIARRASOUBA Bazoumana, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 ALABA Djama Ignace, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 DEDE Jean Charles, Maître-Assistant, Université Alassane Ouattara
 BAMBA Abdoulaye, Maître de conférences, Université Félix Houphouët-Boigny
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de conférences, Université Alassane Ouattara
 SANOGO Lamine Mamadou, Directeur de recherches, CNRST, Ouagadougou
 GOMA-THETHET Roal, Maître-Assistant, Université Marien N'gouabi de Brazzaville
 GBOCHO Roselyne, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 SEKA Jean-Baptiste, Maître-Assistant, Université Lorognon Guédé,
 SANOGO Tiantio, Maître-Assistante, Institut National Supérieur des Arts et de l'Action Culturelle
 ETTIEN N'doua Etienne, Maître-Assistant, Université Félix Houphouët-Boigny
 DJIGBE Sidjé Edwige Françoise, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara
 YAO Elisabeth, Maître-Assistante, Université Alassane Ouattara

Comité de rédaction

N'SONSSISA Auguste, Professeur titulaire, Marien N'gouabi de Brazzaville
 KONÉ Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 KONÉ Kiyali, Maître-Assistant, Histoire, Université Péléforo Gon Coulibaly
 BAKAYOKO Mamadou, Maître de Conférences, Philosophie, Université Alassane Ouattara
 OULAI Jean-Claude, Professeur titulaire, Communication, Université Alassane Ouattara
 MAMADOU Bamba, Maître-Assistant, Histoire, Université Alassane Ouattara
 TOPPE Eckra Lath, Professeur titulaire, Etudes Germaniques, Université Alassane Ouattara,
 ALLABA Djama Ignace, Maître de Conférences, Etudes Germaniques, Université Félix Houphouët-Boigny,
 KONAN Koffi Syntor, Maître de Conférences, Espagnol, Université Alassane Ouattara
 SIDIBÉ Moussa, Maître de Conférences, Lettres Modernes, Université Alassane Ouattara
 ASSUÉ Yao Jean-Aimé, Maître de Conférences, Géographie, Université Alassane Ouattara
 KAZON Diescieu Aubin Sylvere, Maître de Conférences, Criminologie, Université Félix Houphouët-Boigny
 MEITÉ Ben Soualiouo, Maître de Conférences, Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny
 BALDÉ Yoro Mamadou, Maître-Assistant, FASTEF, Université Cheikh Anta Diop de Dakar
 MAWA Miraille-Clémence, Chargée de cours, Université de Bamenda

Contacts

Site web: <https://revue.akiri-uao.org/>

E-mail : revueakiri@gmail.com

Tél. : + 225 0748045267 / 0708399420/ 0707371291

Indexations internationales :

Auré HAL : <https://aurehal.archives-ouvertes.fr/journal/read/id/398946>

Mir@bel : <https://reseau-mirabel.info/revue/15150/Akiri>

Sjifactor: <http://sjifactor.com/passport.php?id=23334>

ORCID: <https://orcid.org/0009-0002-6794-1377>

AJOL: <https://www.ajol.info/index.php/akiri>

IPIndexing: [https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-\(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations\)/2360](https://ipindexing.com/journal-details/AKIRI-(Revue-des-sciences-humaines-et-sociales,-lettres,-langues-et-civilisations)/2360)

OAJI: <http://oaji.net/journal-detail.html?number=14071>

Impact factor: SJIF 2026: 7.620

ISSN-L: 2958-2814

ISSN-P: 3006-306X

PRESENTATION DE LA REVUE AKIRI

Dans un environnement marqué par la croissance, sans cesse, des productions scientifiques, la diffusion et la promotion des acquis de la recherche deviennent un impératif pour les acteurs du monde scientifique. Perçues comme un patrimoine, un héritage à léguer aux générations futures, les productions scientifiques doivent briser les barrières et les frontières afin d'être facilement accessibles à tous.

Ainsi, s'inscrivant dans la dynamique du temps et de l'espace, la revue « **AKIRI** » se présente comme un outil de promotion et de diffusion des résultats des recherches des enseignants-chercheurs et chercheurs des universités et de centres de recherches de Côte d'Ivoire et d'ailleurs. Ce faisant, elle permettra aux enseignants-chercheurs et chercheurs de s'ouvrir davantage sur le monde extérieur à travers la diffusion de leurs productions intellectuelles et scientifiques.

AKIRI est une revue à parution trimestrielle de l'Unité de Formation et de Recherches (UFR) : Communication, Milieu et Société (CMS) de l'Université Alassane Ouattara. Elle publie les articles dans le domaine des Sciences humaines et sociales, Lettres, Langues et Civilisations. Sans toutefois être fermée, cette revue privilégie les contributions originales et pertinentes. Les textes doivent tenir compte de l'évolution des disciplines couvertes et respecter la ligne éditoriale de la revue. Ils doivent en outre être originaux et n'avoir pas fait l'objet d'une acceptation pour publication dans une autre revue à comité de lecture.

PROTOCOLE DE REDACTION DE LA REVUE AKIRI

La revue **AKIRI** n'accepte que des articles inédits et originaux dans diverses langues notamment en allemand, en anglais, en espagnol et en Français. Le manuscrit est remis à deux instructeurs, choisis en fonction de leurs compétences dans la discipline. Le secrétariat de la rédaction communique aux auteurs les observations formulées par le comité de lecture ainsi qu'une copie du rapport, si cela est nécessaire. Dans le cas où la publication de l'article est acceptée avec révisions, l'auteur dispose alors d'un délai raisonnable pour remettre la version définitive de son texte au secrétariat de la revue

Structure générale de l'article :

Le projet d'article doit être envoyé sous la forme d'un document Word, police Times New Roman, taille 12 et interligne 1,5 pour le corps de texte (sauf les notes de bas de page qui ont la taille 10 et les citations en retrait de 2 cm à gauche et à droite qui sont présentées en taille 11 avec interligne 1 ou simple). Le texte doit être justifié et ne doit pas excéder 18 pages. Le manuscrit doit comporter une introduction, un développement articulé, une conclusion et une bibliographie.

Présentation de l'article :

- Le titre de l'article (15 mots maximum) doit être clair et concis. De taille 14 pts gras, il doit être centré.
- Juste après le titre, l'auteur doit mentionner son identité (Prénom et NOM en gras et en taille 12), ses adresses (institution, e-mail, pays et téléphones en italique et en taille 11)
- Le résumé (200 mots au maximum) présenté en taille 10 pts ne doit pas être une reproduction de la conclusion du manuscrit. Il est donné à la fois en français et en anglais (abstract). Les mots-clés (05 au maximum, taille 10pts) sont donnés en français et en anglais (key words)
- Le texte doit être subdivisé selon le système décimal et ne doit pas dépasser 3 niveaux exemples : (1. - 1.1. - 1.2. ; 2. - 2.1. - 2.2. - 2.3. - 3. - 3.1. - 3.2. etc.)
- Les références des citations sont intégrées au texte comme suit : (L'initial du prénom suivi d'un point, nom de l'auteur avec l'initiale en majuscule, année de publication suivie de deux points, page à laquelle l'information a été prise). Ex : (A. Kouadio, 2000 : 15).
- La pagination en chiffre arabe apparaît en haut de page et centrée.
- Les citations courtes de 3 lignes au plus sont mises en guillemet français («... »), mais sans italique.

N.B. : Les caractères majuscules doivent être accentués. Exemple : État, À partir de ...

Références bibliographiques

Ne sont utilisées dans la bibliographie que les références des documents cités. Les références bibliographiques sont présentées par ordre alphabétique des noms d'auteur. Les divers éléments d'une référence bibliographique sont présentés comme suit : NOM et Prénom (s) de l'auteur, Année de publication, zone titre, lieu de publication, zone éditeur, pages (p.) occupées par l'article dans la revue ou l'ouvrage collectif.

Dans la zone titre, le titre d'un article est présenté entre guillemets et celui d'un ouvrage, d'un mémoire ou d'une thèse, d'un rapport, d'une presse écrite est présenté en italique. Dans la zone éditeur, on indique la maison d'édition (pour un ouvrage), le Nom et le numéro/volume de la revue (pour un article). Au cas où un ouvrage est une traduction et/ou une réédition, il faut préciser après le titre le nom du traducteur et/ou l'édition (ex : 2^{nde} éd.).

Les références des sources d'archives, des sources orales et les notes explicatives sont numérotées en série continue et présentées en bas de page.

- Pour les sources orales, réaliser un tableau dont les colonnes comportent un numéro d'ordre, nom et prénoms des informateurs, la date et le lieu de l'entretien, la qualité et la profession des informateurs, son âge ou sa date de naissance et les principaux thèmes abordés au cours des entretiens. Dans ce tableau, les noms des informateurs sont présentés en ordre alphabétique
- Pour les sources d'archives, il faut mentionner en toutes lettres, à la première occurrence, le lieu de conservation des documents suivi de l'abréviation entre parenthèses, la série et l'année. C'est l'abréviation qui est utilisée dans les occurrences suivantes :
Ex. : Abidjan, Archives nationales de Côte d'Ivoire (A.N.C.I), 1EE28, 1899.
- Pour les ouvrages, on note le NOM et le prénom de l'auteur suivis de l'année de publication, du titre de l'ouvrage en italique, du lieu de publication, du nom de la société d'édition et du nombre de page.
Ex : LATTE Egue Jean-Michel, 2018, *L'histoire des Odzokru, peuple du sud de la Côte d'Ivoire, des origines au XIX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 252 p.
- Pour les périodiques, le NOM et le(s) prénom(s) de l'auteur sont suivis de l'année de la publication, du titre de l'article entre guillemets, du nom du périodique en italique, du numéro du volume, du numéro du périodique dans le volume et des pages.
Ex : BAMBA Mamadou, 2022, « Les Dafing dans l'évolution économique et socio-culturelle de Bouaké, 1878-1939 », *NZASSA*, N°8, p.361-372.

NB : Les articles sont la propriété de la revue.

SOMMAIRE

LANGUES, LETTRES ET CIVILISATIONS

Anglais

1. **The Utopias of Toni Morrison's Paradise**
SORO Dolourou..... 1-11
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.1>
2. **Abjection and Desire: A Feminist Reading of Sarah Kane's Phaedra's Love and Eugene O'Neill's Mourning Becomes Electra**
Wandja Fatoumata TUO & Ouana Alassane SEKONGO..... 12-24
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.2>
3. **Émergence du sujet féminin et esthétique de l'oralité dans Their Eyes Were Watching God de Zora Neale Hurston**
Zié Bi Golé Eugène KOFFI & Bi Zoh Elisée GOLE..... 25-37
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.3>
4. **Black Renaissance and Baraka's Legacy**
Yao Katamatou Kouma..... 38-53
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.4>
5. **Influence des facteurs sociodidactiques sur l'enseignement et l'apprentissage de l'anglais : cas du lycée Soundjata Keïta**
Yacouba Boubacar TOURE..... 54-66
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.5>
6. **Remote sensing monitoring and assessment of oil pollution from 2015 to 2020 in the Gulf of Guinea: The case of the two Congos and the Cabinda region (Angola)**
Marius MASSALA MBINDZOUKOU..... 67-81
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.6>

Études hispaniques

7. **El "muro de la vergüenza" en Chambacú, corral de negros de Manuel Zapata Olivella: entre opresión y expresión de la libertad**
Bonzallé Hervé SAKOUM..... 82-94
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.7>

Lettres Modernes

8. **Le fragmentaire : les modalités d'un mécanisme dramaturgique du théâtre d'Aristide Tarnagda**
Kan Mathieu KOUASSI 95-109
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.8>
9. **Poétique de la migration et reconfiguration postcoloniale du roman africain francophone chez Maurice Bandaman**
Kagnon Brahim SANOGO..... 110-124
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.9>

- 10. Migration et développement local dans le roman africain francophone**
Koudougou Frédéric KONTOGOM..... 125-138
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.10>
- 11. Écrire, créer et diffuser le théâtre de commande d'intervention sociale**
ZAGRÉ Issa..... 139-154
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.11>
- 12. Le sacré au risque de la déconstruction ou le discours de la
« désédéification » dans galerie infernale de Jean-Marie Adiaffi**
Zana Karim SORO..... 155-168
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.12>
- 13. La pratique stylistique à l'œuvre dans « larmes en pleurs »,
extrait de la mère rouge de C. Marshall Kissy**
Aby Emmanuel AKADJÉ..... 169-182
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.13>
- 14. Quête de l'altérité et dialogue interculturel dans l'attentat
de Yasmina Khadra : se réconcilier au-delà des extrêmes
et des frontières identitaires ?**
Mamadou KONATE..... 183-196
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.14>

COMMUNICATION, SCIENCE DU LANGAGE, ARTS ET ARCHITECTURE

Sciences du langage et de la communication

- 15. Essai de sémantique des mots onomatopéiques et idéophoniques**
Koffi Joël KOUAKOU & Koffi Yéboua Vincent KOUASSI 197-210
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.15>
- 16. Les difficultés des situations de transfert en activités de langage
et lecture à l'école élémentaire**
Oumar DIA..... 211-231
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.16>
- 17. Débats citoyens et vie sociopolitique en Côte d'Ivoire
à l'ère du numérique**
Konan Zagoh Martial YAO & Olive-Martial Kokoi ASSEU 232-248
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.17>

Architecture & urbanisme

- 18. Planifier, aménager et bâtir des « villes en mouvements » au Sahel :
cas de la ville moyenne de Pouytenga au Burkina Faso**
Pougwendé Léandre GUIGMA..... 249-273
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.18>

SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

Histoire

19. **Relire Cheikh Anta Diop : pour une critique historiographique de son assimilation à l'afrocentrisme**
Yves Victor NGONO..... 274-295
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.19>
20. **L'immigration libano-syrienne en AOF : des abords des Rivières du Sud à la constitution d'une diaspora robuste (XIX^e-XX^e siècles)**
Abdou Karim TANDJIGORA..... 296-316
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.20>
21. **L'histoire des Oubi, un peuple de l'ouest ivoirien peu connu, des origines à la période coloniale**
TOURE Tiegbe & GNETO Gbakre Jean-Patrice..... 317-330
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.21>
22. **Les arts plastiques contemporains burkinabè entre défis et survie**
Hyacinthe SANDWIDI, Adama TOURÉ & Patrick KABRÉ..... 331-348
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.22>
23. **Engagement des associations musulmanes dans la promotion du don de sang au Burkina Faso (1997-2025)**
Aboubakar Sidiki SEGDA & Adama KABORE..... 349-365
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.23>
24. **Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire : une approche des mobilités post-conflit**
KOUASSI Tehua Maizan & KOUASSI Noël Zouzou..... 366-384
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.24>
25. **Les « choses-dieux » chez les peuples de l'Est du Cameroun : matérialité du sacré et ontologies religieuses**
Jeannette Sylvie PILO ATTA..... 385-405
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.25>
26. **La musique traditionnelle au Burkina Faso à l'épreuve des dynamiques sociales : cas de la musique des Lyèla de la Province du Sanguié**
Emmanuel BAYALA & Jean Célestin KY..... 406-420
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.26>
27. **La diplomatie culturelle de la Côte d'Ivoire (1959-2021) : genèse, recompositions et enjeux d'un soft power africain**
Amenan Félicité Nadège DJAHA & Bakary TRAORÉ..... 421-440
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.27>
28. **L'impact de la présence de l'école occidentale sur les institutions de formation traditionnelles chez les Djimini, 1903-1960**
Drissa COULIBALY..... 441-453
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.28>

- 29. Les confréries religieuses au Sénégal : un facteur de solidarité et de cohésion sociale**
Sadibou SEYDI..... 454-467
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.29>
- 30. L'État dans la gestion du hadj et du pèlerinage chrétien en Côte d'Ivoire**
Fatoumata BAMBA & Kiyali KONE..... 468-481
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.30>

Géographie

- 31. De l'eau impure à l'eau potable à Legaïn/Lallé dans la région du Mayo-Kebbi-Est au sud-ouest du Tchad**
BAYANG Sirbéle..... 482-495
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.31>
- 32. Analyse de l'engagement des populations dans la gestion des déchets plastiques sur les plages de la ville de Sassandra (Côte d'Ivoire)**
Youto Elodie Ama DOUBA..... 496-513
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.32>
- 33. Le marketing territorial, nouveau levier du développement territorial du département de Rufisque (Dakar/Sénégal)**
Moussa TAMBA, Abdourahmane Mbade SÈNE & Oumar SALL 514-530
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.33>
- 34. Évaluation des géopotentialités du département de Vavoua en faveur de la culture de l'anacarde à partir des SIG et l'analyse multicritère (AMC)**
Kopeh Jean-Louis ASSI..... 531-548
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.34>
- 35. La filière manioc : un levier d'autonomisation des femmes rurales dans la sous-préfecture de Djebonoua**
N'guessan Pascal KONAN, Watagaman Paul YEO,
Koffi Landry DIBY & Dhédé Paul Éric KOUAMÉ..... 549-564
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.35>
- 36. Filières d'approvisionnement et stratégies commerciales des produits alimentaires dans les marchés urbains de Ziguinchor (Sénégal)**
Yaya DIALLO, Djiby SOW, Sécou Omar DIEDHIOU & Oumar SY..... 565-582
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.36>
- 37. Perception des populations sur l'usage des passerelles piétonnes dans la ville de Bamako (Mali)**
Charles SAMAKE..... 583-598
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.37>
- 38. Récurrence des inondations à Bamako, impacts de l'aménagement de Diafaranako**
Adama SISSOKO & Moussa Mady KEITA..... 599-614
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.38>

- 39. La province gabonaise de la Nyanga comme espace-frontière :
logiques sociospatiales et mécanismes de la circulation des stupéfiants**
Poliny NDONG BEKA II & Joa-Méline MAGANGA BOUSSOUGOU..... 615-635
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.39>
- 40. Diagnostic de la gestion foncière dans le périurbain de Bouaké
(Centre Côte d'Ivoire)**
Konan Norbert Koffi..... 636-653
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.40>
- 41. Impacts de la qualité de l'eau sur la santé des ménages à Koro, Mali**
Abdoulaye TOGO & Abdou BALLO..... 654-668
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.41>
- 42. Scolarisation au primaire dans la région du Gontougo
au nord-est de la Côte d'Ivoire : déterminants et
perspectives pour une scolarisation durable**
Kouadio Franck Olivier YAO, Tozan ZAH Bi & Ané Landry TANO..... 669-685
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.42>
- 43. Les marchés périphériques dans la connection de l'hinterland
agricole et la métropole Yaoundé**
Fridolin Brice Nicolas ATEKOA MBARGA..... 686-702
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.43>
- 44. Variabilité climatique et environnementale et incidence des infections
paludéennes en milieu urbain sahélien : cas des districts de sante
de Maroua (Extrême-nord, Cameroun)**
Daniel Valérie BASKA TOUSSIA, Maurice NDIKWE DOURWE &
François GONGA..... 702-720
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.44>
- 45. Le programme de « villagisation » dans l'Unité-SOCAPALM d'Eseka,
au Cameroun : Dynamiques des acteurs, pratiques socio-spatiales
et effets induits**
MBOUHNOUM Philippe Alexandre Emmanuel & NDJOGUI Thomas-Eric 721-742
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.45>
- 46. Défis et perspectives de formation des femmes dans les instituts
éducatifs du Département de Botro (Côte d'Ivoire)**
Maxime YAPI..... 743-757
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.46>
- 47. Polarisation urbaine des nuisances environnementales.
Les bruits et les odeurs dans le Grand-Libreville (Gabon)**
Jean-Kevin Aimé TSIBA..... 758-779
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.47>
- 48. Vulnérabilité des quartiers urbains face aux risques d'érosion
à Dikodougou (Côte d'Ivoire)**
SORO Seydou Kadodjomon..... 780-792
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.48>

- 49. The Bororo community: From the Decline of Pastoralism to the Challenges of Socio-economic Reintegration**
Sylvain TCHAGUI & Umaru HASSAN BUBA..... 793-809
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.49>
- 50. Activités artisanales et crise de l'assainissement urbain à Dimbokro (Centre de la Côte d'Ivoire)**
N'guessan Arsène KOUADIO & Akissi Ketsia KOIDJO..... 810-825
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.50>
- Philosophie**
- 51. La crise identitaire et l'apport de solution cartésienne pour la valorisation du droit humanitaire**
Kouassi Luc N'GOTTA..... 826-842
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.51>
- 52. Gouvernance des ressources naturelles et conflits intercommunautaires au Tchad : cas des conflits agriculteurs-éleveurs dans la sous-préfecture de Bologo/Tandjile-ouest**
OLAME HOUMINA Patrice..... 843-860
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.52>
- 53. Penser l'IA comme science auxiliaire en médecine avec Claude Bernard**
Tiasvi Yao Raoul AGBAVON..... 861-873
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.53>
- 54. La politique de l'équilibre régional au Cameroun : peut-on sortir de la controverse ?**
Gilbert Hippolyte MBENDA TOUM..... 874-892
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.54>
- 55. Parole de l'Être comme authenticité ek-sistentielle du Da-sein**
Yao Wilfried N'GUESSAN..... 893-910
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.55>
- 56. Travail, identité et reconnaissance dans la société de l'automatisation**
Bi Naga Landry BOTTY..... 911-918
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.56>
- 57. Orpaillage artisanal et migrations en Afrique : entre quête existentielle, crise écologique et exigence écosophique**
Méfègbé MÉITÉ..... 919-932
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.57>
- 58. Hobbes et les crises foncières en Afrique : cas de la Côte d'Ivoire**
Kouadio Louis N'GUESSAN..... 933-948
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.58>
- 59. De l'évidence à la pluralité : l'avènement des géométries non-euclidiennes comme rupture épistémologique**
Moctarou BALDÉ..... 949-961
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.59>

- 60. Architecture et urbanisme de l'Égypte pharaonique :
modèles du développement durable pour la Côte d'Ivoire**
Konan Lazard KOUADIO..... 962-977
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.60>
- 61. La liberté de philosopher à l'épreuve de la religion :
l'exemple de Fichte et Forber**
Julien YABRE..... 978-991
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.61>
- Anthropologie et sociologie**
- 62. Conservation of vegetated green spaces in the municipality
of Ouagadougou by 2050**
Roséline KAMBOULÉ, Pounyala Awa OUOBA &
Kpemame DJANKARI..... 992-1005
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.62>
- 63. Analyse du fonctionnement des structures socio-éducatives
en mode décentralisé dans le cercle de Bougouni/Mali**
Youssef Kolon COULIBALY..... 1006-1020
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.63>
- 64. Usages sociaux des MILDA et bien-être des populations dans les
communautés rurales de côte d'ivoire : cas des populations de Djébonoua**
Kouakou Luc N'GOTTA & Koffi Dermane KOUAKOU..... 1021-1031
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.64>
- 65. « Travail des enfants dans le transport routier à Daloa :
cas des minibus » Centre-ouest Côte d'Ivoire**
Nawan Issouf OUATTARA & Issiaka KONE 1032-1047
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.65>
- 66. Propagation des discours haineux et éducation aux médias :
Responsabilité individuelle face au tribalisme et à
la cohésion sociale au Cameroun**
Paulette Mappi Dzukou..... 1048-1074
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.66>
- 67. L'accès par l'exception : Modélisation du processus de sécurisation
foncière des femmes en milieu rural ivoirien**
Walo Monique GRAH Epouse SARAKA..... 1075-1092
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.67>
- 68. Gouvernance informelle et expérience des usagers
face à l'absentéisme administratif dans le Gbêkê**
Zanga Aboudramane TOURÉ..... 1093-1107
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.68>
- 69. Savoirs endogènes, techniques innovantes et gestion des pathologies
du cacao : cas de Téapleu (ouest de la Côte d'Ivoire)**
Siaky Motihé KAMARA..... 1108-1125
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.69>

- 70. Assainissement productif et développement rural : analyse sociologique des enjeux économiques et environnementaux à Bouaflé**
 Jeannine Tchely GAUZE & YAPI Ellélé Aimé Marius..... 1126-1138
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.70>
- 71. Réseaux relationnels et recours maternels aux soins des enfants malnutris à Bouna (Côte d'Ivoire)**
 Kouassi Serge KOUADIO & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA..... 1139-1151
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.71>
- 72. Violences sexuelles en Centrafrique : disparités sanitaires territoriales et résilience des survivantes**
 Kassanabin Diakaridia Frédéric SILUE & Aka N'zi Jean-Vincent KOUA...1152-1162
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.72>
- 73. Résistances et adaptations en contexte précaire : logiques de l'auto-emploi des jeunes conducteurs de taxis-motos à Bangui**
 Hyacinthe Anicet BEKPA..... 1163-1179
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.73>

Psychologie

- 74. Épisodes suicidaires en milieu universitaire : causes motivationnelles et stratégies de résilience chez un échantillon de huit étudiants de l'Université Félix Houphouët-Boigny**
 Kinanya Donatien TOURE, BA Néné TRAORE,
 KONE née YEO Lokotianwa Sali & Grace Daniella AMAKON..... 1180-1201
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.74>

Criminologie

- 75. Enjeux de pouvoir et Gestion de risques miniers dans la carrière de Kalukuluku, à Lubumbashi**
 MULUNDA TSHIEYA Lucien..... 1202-1217
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.75>

Science de l'éducation

- 76. Manifestations de la pédagogie active dans les pratiques ordinaires des enseignants en classe de géographie**
 Mamadou THIARE & Ismaila MBODJI..... 1218-1236
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.76>
- 77. Jeux sérieux et humanité numérique : Vers une éducation contextualisée en Afrique**
 THIAM Aboubekr, MAIGA Alhoudourou,
 DIOP Alassane & HOTTE Richard..... 1237-1252
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.77>
- 78. Les obstacles de l'introduction des langues nationales dans le système éducatif formel au Tchad »**
 Ali Moussa & Ousmane Hassane Ousmane..... 1253-1270
 Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.78>

- 79. Approche inclusive et différenciation pédagogique pour les apprenants de l'école primaire burkinabè présentant un bégaiement**
Dasmané MOGMENGA, Oumou DIALLO &
Wenkuuni Désiré POUDIOUGO..... 1271-1284
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.79>

Sciences juridiques et politiques

- 80. Les dynamiques des migrations climatiques en Afrique**
Saad CHAFIK..... 1285-1303
Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.80>

Désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire : une approche des mobilités post-conflit

KOUASSI Tehua Maizan

*Enseignant-Chercheur,
Département d'Histoire,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire,
Email : kouassimaizan24@gmail.com*

&

KOUASSI Noël Zouzou

*Enseignant-Chercheur,
Département d'Histoire,
Université Alassane Ouattara,
Bouaké - Côte d'Ivoire,
Email : noelz.kouassi22@gmail.com*

Date de soumission : 14-05-2026

Date de publication : 30-06-2026

Doi : <https://dx.doi.org/10.4314/akiri.v4i3.24>

Résumé

Cette étude compare les dynamiques de recomposition sociale à travers les programmes de Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire. Elle soulève la problématique suivante : dans quelle mesure les dispositifs de DDR influent-ils la mobilité tant géographique que sociale des ex-combattants dans un contexte de reconstruction ? L'objectif vise à identifier, par une approche comparative, comment ces processus facilitent ou entravent la transition des anciens belligérants vers la vie civile. La méthodologie repose sur une analyse qualitative croisée, s'appuyant sur l'étude des cadres institutionnels et des données documentaires issues des deux contextes nationaux. Les résultats mettent en lumière des trajectoires contrastées : alors que le modèle mozambicain souligne une mobilité liée à la dispersion rurale, le cas ivoirien met plutôt en évidence une urbanisation des trajectoires et une quête de reconnaissance socio-économique. L'étude conclut que la réussite de la réintégration dépend moins du désarmement technique que de la capacité des sociétés à absorber durablement ces nouvelles mobilités post-conflit. Aussi, convient-il de considérer d'abord les cadres institutionnels et logiques de mise en œuvre du DDR, ensuite l'étude de cas dans les deux pays et enfin l'analyse comparative, voire les convergences et les divergences.

Mots-clés : Désarmement - Démobilisation - Réinsertion - Mozambique - Côte d'Ivoire

Disarmament, demobilization, and reintegration (DDR) in Mozambique and cote d'Ivoire: a comparative approach to post-conflict mobilities

Abstract

This study compares the dynamics of social reconfiguration through Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) programs in Mozambique and cote d'Ivoire. It raises the following issue: to what extent do DDR mechanisms influence both the geographical and social mobility of ex-combatants in a context of reconstruction? The objective is to identify, through a comparative approach, how these processes either facilitate or hinder the transition of former belligerents to civilian life. The methodology relies on a cross-quantitative

analysis, based on the study of institutional frameworks and documentary data from both national contexts. The results highlight contrasting trajectories: While the Mozambican model emphasizes mobility linked to rural dispersion, the Ivoirian case reveals instead an urbanization of trajectories and a quest for socio-economic recognition. The study concludes that the success of reintegration depends less on technical disarmament than on the capacity of societies to sustainably absorb these new post-conflict mobilities. It is therefore necessary to first consider the institutional frameworks and the logic underpinning DDR, then examine the case studies in both countries, and finally conduct a comparative analysis to identify convergences and divergences.

Keywords : Disarmament – Demobilization – Réintégration – Mozambique– Côte d’Ivoire

Introduction

Les conflits en Afrique ont profondément marqué les trajectoires politiques et socio-économiques des Etats. Le Mozambique, ravagé par un conflit (1977-1992) et la Côte d’Ivoire, secouée par des tensions politico-militaires entre 2002 et 2011, illustrent deux exemples de sociétés confrontées aux défis de la sortie de guerre. Après l’indépendance le 25 juin 1975, le Mozambique plonge dans une guerre civile en 1977 opposant le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) au pouvoir, et la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO). En 1992, la signature des Accords généraux de paix de Rome met officiellement fin à la guerre civile. En 2002, la Côte d’Ivoire a été confrontée à une grave crise politico-militaire, déclenchée par une tentative de coup d’Etat qui s’est transformée en rébellion armée. Cette situation a entraîné la partition du pays, avec le Nord placé sous le contrôle des Forces Nouvelles, tandis que le Sud demeurait sous l’autorité du gouvernement de Laurent Gbagbo. Le pays a de nouveau basculé dans la violence suite à la crise post-électorale de 2010-2011. En Avril 2011, la chute de Gbagbo et l’installation de Ouattara au pouvoir mettent fin à la crise, amorçant ainsi, un retour progressif vers la stabilité. Dès lors, la nécessité d’entamer le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration s’est imposée aux deux Etats, afin de favoriser la pacification et la reconstruction. Toutefois, au-delà de leur dimension sécuritaire, ces programmes ont eu des impacts profonds sur les mouvements des populations : déplacements forcés, retours, migrations vers les villes, recompositions sociales et économiques.

Cette analyse propose une étude comparative du DDR au Mozambique et en Côte d’Ivoire en montrant ses effets sur la mobilité post-conflit. Dans une perspective comparative, on peut mettre en parallèle la dispersion rurale observée au Mozambique avec le processus d’urbanisation qui caractérise les trajectoires en Côte d’Ivoire. Dès lors, comment les contextes historiques et politiques propres à chacun de ces deux pays expliquent-ils ces différences observées ? L’objectif est de comprendre comment le DDR peut à la fois contribuer à fragiliser

ou stabiliser les trajectoires des ex-combattants et des populations, selon le contexte de chaque pays. Dans les deux cas, le DDR n'a pas totalement résolu les tensions sociales, mais il a contribué à réduire la violence armée et à ouvrir un cadre de réintégration. L'hypothèse principale est que les différences de contexte politique et institutionnel entre le Mozambique et la Côte d'Ivoire expliquent les variations dans les résultats du DDR. Pour vérifier cette hypothèse, nous avons d'abord recouru à des ouvrages généraux afin d'obtenir une vue d'ensemble sur le sujet. Cette première approche étant limitée, il s'est avéré nécessaire de faire recours aux ouvrages spécialisés, aux articles scientifiques ainsi qu'aux rapports et autres publications scientifiques. De plus, nous avons procédé à une triangulation des données, afin de vérifier l'exactitude et l'authenticité des informations recueillies. Enfin, cette recherche met d'abord en évidence les cadres institutionnels et logiques de la mise en œuvre du DDR, ensuite l'étude de cas dans les deux pays et enfin l'analyse comparative, voire les convergences et les divergences.

1. Cadres institutionnels et logiques de la mise en œuvre du DDR

Le Désarmement, Démobilisation et Réintégration (DDR) au Mozambique et en Côte d'Ivoire a été crucial pour transformer des sociétés marquées par la guerre civile. Dans les deux situations, le DDR a permis de réduire la violence.

1.1. Approche théorique et conceptuelle

Si l'Accord de paix de 1992 a mis fin officiellement au conflit de 1977-1992 entre le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) et la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO), des poches de dissidences armées ont persisté jusqu'en 2019. Selon Mosca, « les causes du conflit mozambicain sont multidimensionnelles, mêlant facteurs politiques, économiques et sociaux, avec une forte incidence dans les zones rurales » (J. Mosca, 2024 :28). Il insiste sur le fait que la guerre civile ne peut pas être réduite à une lutte idéologique entre FRELIMO et RENAMO, car elle est enracinée dans les inégalités structurelles, notamment rurales, ce qui impacte considérablement la vie des Mozambicains. Son analyse insiste sur la marginalisation persistante des zones rurales, où l'absence d'infrastructures, la pauvreté chronique et l'exclusion des populations des processus décisionnels nourrissent un sentiment d'abandon. Il met également en lumière la responsabilité des élites politiques, accusées de privilégier une gouvernance centralisée et extractive, au détriment des communautés locales. Simultanément à Mosca, C. Manning estime également que « la politique de la paix au Mozambique a été façonnée moins par les institutions que par l'équilibre fragile entre le FRELIMO et la RENAMO ». (C. Manning, 2002 : 272). L'auteur souligne que la stabilité du

pays après la guerre civile dépend davantage de la relation de force et de compromis entre les deux grands partis rivaux : le FRELIMO (au pouvoir) et la RENAMO (ancien mouvement rebelle) que des structures institutionnelles formelles. A lui d'ajouter que, la démocratisation après 1992 dépendait du compromis entre les deux partis. Pour clore cette approche, les propos de C. Alden sont plutôt nuancés. Pour Alden en effet, « le processus de paix au Mozambique illustre à la fois les possibilités et les limites de la médiation externe dans la construction de l'État » (C. Alden, 2002 : 112). Pour l'auteur, l'expérience mozambicaine montre bien ce que l'intervention internationale peut apporter à la consolidation d'un État après un conflit, mais aussi les contraintes et les insuffisances de ce type d'appui.

À travers l'analyse de Manning et d'Alden, on observe que Manning insiste sur la politique interne et l'équilibre des forces locales, tandis qu'Alden met l'accent sur la médiation internationale et ses limites. Force est de reconnaître que les deux soulignent la fragilité du processus après un conflit long de 15 ans et la difficulté de construire un État stable. Globalement, la paix au Mozambique est le produit d'une interaction complexe entre dynamiques internes et pressions externes. La confrontation de ces deux perspectives révèle une tension centrale dans les études sur la paix post-conflit. L'approche endogène prônée par Manning et l'approche exogène soutenue par Alden.

En somme, la voix critique qui se dégage est celle d'une mise en garde contre les solutions importées ou trop dépendantes de la médiation extérieure, et d'un plaidoyer pour une articulation entre dynamiques internes et interventions externes. En Côte d'Ivoire, les analyses mettent en avant les fractures identitaires et politiques, héritées de la colonisation et exacerbées par la succession de Félix- Houphouët-Boigny, premier président de la Côte d'Ivoire. Pour C. Boka et D. Guissa : « La mort du président Félix Houphouët-Boigny a ouvert une guerre de succession qui a attisé des foyers de tensions à travers tout le pays » (C. Boka ; D. Guissa, 2020 : 19). Pour eux, la crise ivoirienne trouve ses racines dans la succession Houphouëtiste qui a exacerbé les divisions politiques et régionales. Dans cette même veine, F. Akindès affirme que « la crise ivoirienne est d'abord une crise de la citoyenneté, où l'exclusion politique s'est transformée en conflit armé » (F. Akindès, 2004 : 23). Akindès met en avant la question de « l'ivoirité » et de l'exclusion des populations du Nord comme facteur déclencheur du conflit. R. Banégas et L. Bruno abordent dans le même sens en déclarant : « la transition démocratique ivoirienne s'est construite sur des imaginaires politiques fragmentés, nourrissant les divisions sociales » (R. Banegas ; L. Bruno, 2002 : 139-161). Pour eux, la démocratisation en Côte d'Ivoire n'a pas consolidé l'unité nationale mais a, au contraire, accentué les clivages. Ces voix

critiques montrent que la crise ivoirienne ne peut être réduite à un simple affrontement politique, car elle est le produit d'une combinaison de luttes de pouvoir, d'exclusion citoyenne et de fractures sociales, révélant la fragilité du projet démocratique ivoirien.

En somme, relativement à l'approche conceptuelle du conflit au Mozambique et en Côte d'Ivoire, il ressort qu'au Mozambique, les chercheurs insistent sur la dimension rurale et économique du conflit, ainsi que sur la fragilité du processus de paix, tandis qu'en Côte d'Ivoire, les fractures identitaires et politiques sont à l'origine du conflit. Au Mozambique, le DDR a été un processus à la fois long et complexe, étendu sur près de 30 années avant d'aboutir au démantèlement des bases de la RENAMO ainsi qu'à l'intégration des combattants. Mais en Côte d'Ivoire, il a été mis en marche après les Accords de paix de Ouagadougou en 2007 et renforcé au lendemain la crise post-électorale de 2010-2011. Il faut enfin souligner que l'expérience ivoirienne est reconnue comme une référence régionale, avec un ratio élevé d'armes collectées par ex-combattant.

1.2. Le rôle du DDR dans les processus de paix

Le Désarmement, la Démobilisation et la Réinsertion est une passerelle entre la guerre et la paix. Il ne se limite pas à désarmer, mais vise à transformer des combattants en citoyens actifs, à reconstruire la société et à consolider la paix. Il joue un rôle crucial après un conflit en retirant les armes des mains des combattants, en les séparant de leurs groupes armés et en les aidant à redevenir des civils actifs dans la société. Il contribue également à la sécurité et à la reconstruction durable. C'est pour cette raison que les Nations Unies souligne que : « Les processus DDR contribuent aux efforts de stabilisation et de consolidation de la paix, une réconciliation politique et sociale, l'accès aux moyens de subsistance et à un travail décent, ainsi qu'un développement durable peut s'enraciner » (UN, 2017 : 3). Le DDR est vu comme un pilier de la paix, qui dépasse la seule logique sécuritaire. « Le DDR ne consiste pas simplement à retirer les armes, il s'agit de transformer les combattants en citoyens et d'assurer leur intégration dans la société » (M. Knight ; A. Ozerdem, 2004 : 491-507). Ici, les auteurs insistent sur la dimension sociale et politique du DDR, essentiellement pour une paix durable. M. Berdal va encore plus loin, quant au rôle considérable et indéniable du DDR : « Sans un DDR efficace, les accords de paix risquent de s'effondrer sous le poids de structures militaires non résolus et de griefs non traités » (M. Berdal, 1996 : 143-164). Ces analyses soulignent que le DDR échoue lorsqu'il est réduit à une simple opération sécuritaire, sans une véritable profondeur politique et sociale. Il laisse intactes les structures de violence et fragilise durablement les Accords de paix. En somme, les auteurs montrent que l'inclusion du DDR dans les accords est déterminante

pour la stabilité à long terme, car il est un levier de reconstruction de l'autorité publique et de confiance envers les institutions.

1.3. La mobilité comme enjeu central des sociétés post-conflit

Dans les sociétés post-conflit, la mobilité des personnes, des biens et des idées est un enjeu central car elle conditionne la reconstruction économique, la réconciliation sociale et la stabilité politique. Elle permet aux populations déplacées de rentrer, aux marchés de se redynamiser et aux institutions de se renforcer. Pour Cindy Horst (2006 :256) « La mobilité n'est pas seulement une stratégie de survie, mais aussi une manière de reconstruire l'appartenance sociale après le conflit ». Selon l'auteur, la mobilité post-conflit ne se réduit pas au fait de se « mouvoir pour survivre ». Elle a aussi une dimension sociale et identitaire. Elle permet aux individus de retrouver une place dans la société après la rupture du conflit. Ce n'est pas "se mouvoir pour vivre", mais se mouvoir pour exister ensemble. La mobilité est cruciale après un conflit, car on observe le retour et la réinstallation des populations, d'autant plus que les conflits provoquent des déplacements massifs. De même, elle est essentielle pour reconstruire le tissu social et réduire les tensions. C'est dans ce même ordre d'idées que S. Lubkemann affirme : « La mobilité induite par la guerre n'est pas simplement une perturbation, elle devient un acte central de la réorganisation sociale » (2008 : 416). L'auteur estime que les mobilités deviennent des pratiques sociales fondamentales, car elles ne sont pas seulement des conséquences de la guerre, mais des moyens par lesquels les individus et les communautés réorganisent leurs existences. Il estime également que la mobilité induite par la guerre est un moteur de transformation sociale, et non une simple perturbation. Elle devient le cœur de la réorganisation des sociétés en conflit.

En somme, il analyse la mobilité comme un élément structurant des sociétés en guerre et après-guerre. En définitive, il ressort que si les conflits armés bouleversent les structures sociales et politiques, le DDR joue à la fois, le rôle de transformateur des combattants en civils et de stabilisateur de la société. La mobilité post-conflit devient alors un enjeu crucial, car elle conditionne la réinsertion, la reconstruction des communautés et la prévention de nouvelles violences. On peut estimer en substance, que le DDR est un outil essentiel pour transformer la violence en paix, mais il doit être pensé en lien avec la mobilité post-conflit, car les déplacements des populations et des ex-combattants sont au cœur de la réorganisation sociale. Au regard des dynamiques de mobilité, le cas du Mozambique met en évidence une crise de mobilité rurale tandis que celui de Côte d'Ivoire met en lumière une crise de mobilité urbaine. Les deux cas montrent l'importance d'une approche intégrée combinant aide humanitaire, résilience locale et politiques de cohésion sociale.

2. Étude de Cas du DDR au Mozambique et en Côte d'Ivoire

Le Mozambique a connu une guerre civile meurtrière (1977-1992) entre le Front de Libération du Mozambique (FRELIMO) et la Résistance Nationale du Mozambique (RENAMO). Les Accords de Paix de Rome (1992) ont mis fin au conflit, ouvrant la voie à un processus de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) soutenu par l'ONU. La période post-conflit a été marquée par le retour massif des populations rurales et la réinstallation communautaire.

2.1. Conflit, Accords de Paix de Rome et mise en œuvre du DDR

Ce conflit¹ a opposé le FRELIMO (au pouvoir) et la RENAMO (soutenue par la Rhodésie et l'Afrique du Sud). Les conséquences font plus d'un million de morts, des déplacements massifs et la destruction des infrastructures. Le 04 octobre 1992, avec la médiation de la Communauté de Sant 'Egidio² et le soutien de l'ONU, Joaquim Chissano (FRELIMO) et Afonso Dhlakama (RENAMO) signent l'Accord qui prévoit le cessez-le-feu des combats, des élections pluralistes, et le déploiement d'une mission de paix de l'ONU (ONUMOZ). Pour C. Manning : « La démocratisation post-conflit au Mozambique a été façonnée moins par les institutions que par l'équilibre fragile entre le FRELIMO et la RENAMO » (C. Manning, 2002 : 272). L'auteur montre que la démocratisation post-conflit au Mozambique n'a pas reposé principalement sur la force des institutions démocratiques, mais sur un équilibre fragile et négocié entre les deux anciens adversaires. Il considère en substance que cette démocratisation post-conflit est perceptible à quatre niveaux. Le premier niveau porte sur le cadre institutionnel faible. En effet, les institutions démocratiques mises en place après les Accords de Paix de Rome (1992) sont encore fragiles et dépendantes du soutien extérieur. Quant au deuxième niveau, il concerne l'équilibre des forces, dans la mesure où la stabilité politique repose davantage sur la capacité du FRELIMO et la RENAMO à maintenir un compromis. Le troisième niveau est relatif à la logique de partage. La RENAMO a accepté de participer au jeu électoral en échange de garanties de représentation et de reconnaissance politique. Enfin, le résultat constitue le quatrième niveau de son analyse. A l'en croire, la paix et la démocratisation ont été préservées non pas par des institutions solides, mais par la volonté des élites de maintenir un équilibre de

¹ Le conflit FRELIMO-RENAMO est un exemple classique de guerre civile post indépendances en Afrique, où idéologie, ingérences étrangères et luttes de pouvoir se sont entremêlées. La paix reste fragile, mais les accords successifs et les programmes DDR ont permis d'éviter un retour à la guerre totale.

² Sant 'Egidio est une communauté catholique laïque basée à Rome, connue pour ses actions humanitaires et son engagement pour la paix. Active dans le pays depuis les années 1980, elle a gagné la confiance des deux camps grâce à son impartialité et son réseau international. Contrairement aux médiations officielles menées par des Etats ou des organisations internationales, Sant 'Egidio a utilisé des méthodes informelles, basées sur la confiance, le dialogue et la diplomatie religieuse.

pouvoir et d'éviter un retour à la guerre civile. En somme, Manning estime que le Mozambique est un exemple de démocratisation négociée et pragmatique, où la paix dépend moins de la force des institutions que de la capacité des élites à maintenir un équilibre politique entre anciens ennemis. Selon les Accords de Paix de Rome du 04 octobre 1992, le dispositif prévoyait une mise en œuvre du DDR, condition sine qua non de la paix retrouvée, un point central des processus de sortie de conflit. Entre 1992 et 1994, l'ONU a supervisé la démobilisation de 100 000 soldats et rassemblé plus de 200 000 armes (UN, 1994 : 3). Pour M. Berdal : « Sans un DDR efficace, les Accords de paix risquent de s'effondrer sous le poids de structures militaires non résolues et de griefs non traités » (M. Berdal, 1996 : 143-164). Berdal estime que sans un DDR³ solide, les Accords de paix restent fragiles, car les causes profondes de la guerre, notamment la présence des armes et les rancunes sociales, ne sont pas réellement résolues. Il relie directement la viabilité des Accords de Rome à la mise en œuvre du DDR. Un Accord de paix qui ne prévoit pas de mécanisme de DDR demeure structurellement fragile et expose le processus de stabilisation à un risque élevé de reprise des violences. Pour une réussite du DDR, l'assistance est plus que nécessaire surtout pour le Mozambique. C'est pourquoi A. Adedokun estime qu'avec l'implication massive des Nations Unies, l'Accord de paix de Rome de 1992 a mis fin à plus de seize années de guerre civile au Mozambique » (A. Adedokun, 2017 : 269). L'auteur met en avant le rôle décisif de l'ONU et la Communauté internationale dans la conclusion des Accords. Il suppose que sans l'implication massive de l'ONU et la Communauté internationale, les Accords de Rome de 1992 n'auraient probablement pas tenu. Leur rôle est essentiel pour garantir la confiance entre les parties, sécuriser le processus et accompagner la transition vers la démocratie. Contrairement à cette idée, selon laquelle sans un DDR réussi le Mozambique semblait dans le chaos total, T. Addison et T. Brück pensent que « le DDR mozambicain a facilité la transition vers la paix, mais il n'a pas résolu les problèmes structurels de pauvreté et d'inégalités » (2001 : 16). Ils montrent que le DDR a été certes utile pour stabiliser la situation, mais insuffisant pour transformer l'économie et réduire les inégalités. À travers l'analyse de Addison et Brück, il ressort que le DDR mozambicain fut une réussite car la paix a été obtenue. Cependant, elle ne peut être durable sans transformation socio-économique. On peut penser en substance que la paix ne suffit pas si elle n'est pas suivie de politiques de développement inclusif. En clair, les Accords de paix doivent être liés à des

³ Désarmement : Retirer les armes des mains des combattants afin d'éviter la reprise des hostilités. Démobilisation : Dissoudre les structures militaires parallèles afin d'empêcher la reconstitution des forces rebelles. Réintégration : Offrir aux ex-combattants des moyens de subsistance (Emploi, formation, inclusion sociale) éviter qu'ils ne retournent à la violence.

réformes structurelles notamment, les questions d'emploi, d'éducation, et de réduction des inégalités afin d'éviter de nouveaux conflits. Ainsi, si le DDR au Mozambique a été un succès politique et sécuritaire, la pauvreté et les inégalités sont restées un défi majeur pour la société mozambicaine.

2.2. Mobilité post-conflit : retour rural, réinstallation communautaire, contraintes économiques

Bien que l'accord de paix ait favorisé le retour de la paix, plusieurs défis structurels subsistent. Parmi ceux-ci, figurent les questions de sécurisé et de réinstallation des populations déplacées internes ainsi que des réfugiés estimés entre trois et quatre millions de personnes. Face à cette situation préoccupante, le Haut-Commissariat des Réfugiés (HCR) est intervenu en août 1993, soit neuf mois après les Accords de paix. Son intervention a porté sur le rapatriement de 1,3 millions de réfugiés (HCR, 1997 : 295). Pour C. Alden « le retour des populations rurales après 1992 a été encouragé par les Accords de paix, mais la faiblesse des services publics a entravé la réinstallation communautaire » (2002 : 112). Autrement dit, si la paix a permis le retour des populations, l'absence d'un État capable de soutenir ce processus a fragilisé leur réintégration. Aussi, faut-il souligner que la contradiction entre la volonté politique de réinstallation et les réalités économiques du pays était perceptible. On peut donc estimer que la consolidation de la paix ne peut se limiter au DDR ou au retour des déplacés ; elle exige un investissement massif dans les services publics et le développement rural. En d'autres termes, la reconstruction post-conflit doit être pensée comme un projet global articulant sécurité, gouvernance et développement. De même, pour créer un cercle vertueux, la gouvernance renforce la confiance, le développement réduit les frustrations et la sécurité protège les acquis. De plus, le processus de reconstruction s'inscrit dans une logique inclusive et participative. En effet, il appelle non seulement à une interaction entre plusieurs acteurs, mais aussi une circulation de ressources politiques, économiques et sociales. L'on retient alors que la paix a certes ouvert la voie au retour des populations rurales, mais la faiblesse des services publics a empêché une véritable réintégration communautaire, traduisant ainsi, les limites d'un processus de paix centré exclusivement sur la sécurité, sans transformation socio-économique. En définitive, quoiqu'étant souvent cité comme un exemple de paix négociée avec succès, l'expérience du Mozambique révèle qu'une paix durable va au-delà des simples accords politiques, en intégrant des dynamiques économiques, sociales et institutionnelles. Cette lecture peut se vérifier avec le cas de la Côte d'Ivoire.

2.3. Crises politico-militaires, Accords de Ouagadougou et la mise en œuvre du DDR

La Côte d'Ivoire a traversé une crise politico-militaire (2002-2007) qui a conduit aux Accords de Ouagadougou en 2007⁴. Ces Accords ont certes ouvert la voie au programme de DDR, mais la mobilité post-conflit a mis en lumière de fortes vulnérabilités sociales, notamment au sein des jeunes ex-combattants confrontés à la précarité et aux migrations urbaines.

Rappelons que la crise ivoirienne a débuté en septembre 2002 après une tentative de coup d'État, divisant le pays entre le Nord (contrôlé par les Forces Nouvelles) et le Sud (sous le gouvernement de Laurent Gbagbo). Après plusieurs échecs de médiations internationales, les Accords de Ouagadougou ont été signés le 4 mars 2007 par Laurent Gbagbo et Guillaume Soro sous la médiation du président burkinabé, Blaise Compaoré. Les objectifs principaux de cet Accord se déclinent en quatre phases : la réunification du pays, la formation d'un gouvernement d'union nationale (Soro devient Premier Ministre), l'organisation d'élections libres et enfin le DDR des combattants et l'intégration des Forces Nouvelles dans l'armée nationale. Pour C. Boka et D. Guissa « les Accords de Ouagadougou de 2007 ont marqué une étape décisive, en instituant un cadre de dialogue direct entre les protagonistes » (2020 : 19). Ces auteurs soulignent le rôle des Accords de Ouagadougou dans la réduction des tensions et la préparation des élections. Pour eux, les Accords de Ouagadougou ne sont pas seulement un texte politique, ils marquent le passage d'une médiation externe à une négociation directe, ce qui en fait une étape décisive dans la sortie de crise. Ce cadre a ouvert la voie à la mise en œuvre du désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion, condition essentielle pour la réunification du pays.

Le DDR est lancé sous l'égide de l'Organisation des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) et de l'Autorité pour le DDR. F. Akindès estime que « la réintégration des ex-combattants dans la société ivoirienne s'est heurtée à des résistances sociales et à l'absence de perspectives économiques » (F. Akindès, 2004 : 23). L'auteur insiste sur les difficultés de réinsertion des ex-combattants, liées aux fractures sociales et au chômage. Force est de constater qu'après 2018, le bilan final de l'Autorité pour le Désarmement, la Démobilisation et la Réintégration (ADDR) en Côte d'Ivoire montre un succès partiel, car la démobilisation a été largement accomplie, mais l'insertion socioéconomique des ex-combattants restait incomplète et fragile. Les analyses

⁴ Les accords de Ouagadougou ont été signés en Mars 2007. Avec comme médiateur Blaise Compaoré, président du Burkina Faso. Les signataires sont Laurent Gbagbo (Président de Côte d'Ivoire) et Guillaume Soro (Chef des forces nouvelles). Les accords ont permis une réunification progressive du pays et une baisse significative des violences. Ils ont ouvert la voie à l'élection présidentielle de 2010, même si celle-ci a débouché sur une nouvelle crise post-électorale. Le processus DDR a été lancé mais est resté incomplet, ce qui a contribué aux tensions ultérieures.

récentes insistent sur la nécessité d'une approche à long terme, centrée sur l'emploi, la formation et la cohésion sociale. M. Chelphi-den Hamer a abordé dans le même sens que Akindès. Elle soutient que « le DDR ivoirien s'est caractérisé par une succession de dispositifs fragmentés, souvent remis en cause par les acteurs politiques et militaires » (M. Chelphi, 2015 : 228). Pour elle en effet, le DDR a souffert d'un manque de cohérence et de continuité, ce qui a fragilisé sa mise en œuvre. Quant au rapport de l'ONUCI, il mentionne que « le processus de DDR a permis la mobilisation de milliers de combattants, mais la réintégration socio-économique reste un défi majeur » (ONUCI, Rapport annuel, 2010 : 21). Il insiste également sur le succès partiel du DDR, car la démobilisation a certes été effective mais la réinsertion est restée insuffisante. A la lecture de ce rapport de l'ONUCI, il ressort non seulement un retard dans la mise en œuvre du DDR, mais aussi une insuffisance des financements pour les microprojets et surtout des frustrations liées à la lenteur de l'intégration dans l'armée ou la vie civile. Beaucoup d'ex-combattants se déplacent vers Abidjan, la capitale économique, et les grandes villes, espérant trouver des opportunités d'emplois. Selon M. Chelphi « la majorité des jeunes ex-combattants démobilisés se tournent vers les villes, où la précarité et l'économie informelle sont devenues leurs principaux moyens de survie » (2010 : 45). Pour l'auteur, bien qu'étant une stratégie de survie, la migration urbaine reste un facteur qui expose les jeunes à une grande vulnérabilité sociale et économique. Cette analyse est partagée par Y. Guichaoua qui pense que « les jeunes ex-combattants, souvent sans formation, trouvent dans les migrations urbaines post-conflit une échappatoire, mais aussi un piège de marginalisation » (Y. Guichaoua, 2015 : 318). Il insiste sur la fragilité des parcours urbains des ex-combattants, marqués par le chômage et l'exclusion. En clair, Guichaoua soutient que la mobilité urbaine post-conflit revêt un double enjeu, résident d'une part dans une promesse de liberté et de survie, et d'autres part dans un piège de marginalisation qui peut compromettre la paix durable, car ces jeunes peuvent être instrumentalisés ou retomber dans la violence. En définitive, ces auteurs montrent que le DDR en Côte d'Ivoire s'est inscrit dans un cadre politique prometteur. Mais son manque de cohérence institutionnelle et l'échec de la réintégration sociale et économique des ex-combattants ont fragilisé la consolidation de la paix. En conséquence, cette situation a limité son impact, laissant les ex-combattants dans une vulnérabilité persistante et compromettant la consolidation à long terme de la paix.

Eu égard à ce qui précède, l'on retient que les Accords de Ouagadougou ont marqué une avancée politique majeure en Côte d'Ivoire. Toutefois, cette paix est restée fragile faute d'une intégration sociale des jeunes ex-combattants, précarisés par les migrations urbaines.

Autrement dit, la sortie de crise reste un processus à la fois institutionnel et social, car l'une ne peut aboutir sans l'autre.

Après l'approche conceptuelle et des enjeux des conflits, ainsi que l'étude de cas du Mozambique et de la Côte d'Ivoire, il convient de mettre en lumière, l'analyse comparative.

3. Analyse comparative du DDR au Mozambique et en Côte d'Ivoire

Comparer le DDR du Mozambique et celui de la Côte d'Ivoire permet de mettre en lumière des points communs ainsi que des différences liées aux contextes politique, social et économique de chaque pays.

3.1. Les Convergences du DDR au Mozambique et en Côte d'Ivoire

Quatre situations sont à mettre en évidence dans cette première partie à savoir, la dépendance aux acteurs internationaux, le succès quantitatif avec quelques limites qualitatives, l'instrumentalisation politique et enfin des contraintes économiques et sociales. Pour C. Manning, « la mise en œuvre du DDR au Mozambique a été marquée par une forte dépendance vis-à-vis des acteurs internationaux » (2002 :272). Selon l'auteur, les acteurs internationaux ont fourni des financements, l'expertise et la médiation politique essentiels à la stabilisation post-conflit. Il considère cette dépendance comme une réalité structurelle, étant donné que le pays n'avait ni les ressources financières, ni les institutions solides pour gérer seul le DDR. Dans ce contexte, l'aide internationale s'avère indispensable à la mise en œuvre du DDR. Ainsi, les bailleurs de fonds ont fourni non seulement les fonds, mais aussi les mécanismes de suivi et de mise en œuvre. Par conséquent, l'aide a façonné la trajectoire démocratique du Mozambique en conditionnant le soutien financier à des réformes politiques et institutionnelles. En somme, pour l'auteur, le DDR illustre un cas où la paix et la démocratie ont été rendues possibles grâce à une intervention internationale massive, mais au prix d'une autonomie nationale restreinte et d'une dépendance prolongée aux bailleurs.

Concernant la Côte d'Ivoire, *International Crisis Group* suppose que « le DDR prévu par l'Accord de Ouagadougou a été conçu comme un mécanisme de stabilisation, mais sa mise en œuvre a été lente et incomplète » (2007 : 9). Cette situation a ralenti le processus de consolidation de la paix. Il souligne également que le DDR était conçu pour neutraliser les forces armées parallèles et rétablir l'autorité de l'État sur l'ensemble du territoire. Mais le désarmement et la démobilisation ont pris du retard, en raison de la méfiance persistante entre les parties et du manque de moyens logistiques. Comme résultat, une partie des combattants n'a pas été réintégrée, laissant ainsi, des poches d'instabilité et des réseaux armés informels. Pour ICG, le DDR de l'Accord de Ouagadougou était certes une clé de voûte de la stabilisation post-

crise en Côte d'Ivoire, mais son exécution inachevée et tardive a compromis son efficacité et prolongé l'instabilité. Dans les deux cas, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion reposent sur un soutien extérieur (ONU, bailleurs) mais avec des limites dans la réintégration durable. D'après *Conciliation Resources* « le DDR a permis la démobilisation de plus de 92.000 combattants, mais la réintégration économique est restée largement incomplète » (1998 : 5). Cette affirmation résulte du fait que les programmes de formation et d'emploi ont été insuffisants, souvent mal financés ou mal adaptés aux réalités locales. Il en résulte que beaucoup d'ex-combattants sont restés marginalisés sans emploi stable, ce qui a alimenté la pauvreté et parfois la criminalité. Il juge également que, sans une réintégration économique solide, le risque de retour à la violence reste élevé. En définitive, selon *Conciliation Resource*, si le DDR a été efficace pour une démobilisation massive, il a échoué dans le domaine de l'intégration économique durable, limitant alors son rôle dans la consolidation de la paix. En Côte d'Ivoire, l'ONUCI soutient que « le processus de DDR a permis la démobilisation de milliers de combattants mais la réintégration socio-économique reste un défi majeur » (ONUCI, 2010 : 21). En effet, beaucoup d'ex-combattants n'ont pu trouver d'emploi stable ni bénéficier de formation adaptée. Il se dégage de cette analyse que, tout comme au Mozambique, les bailleurs de fonds ont financé l'essentiel du processus, mais sans garantir une durabilité économique. En définitive, ces analyses convergent pour montrer que le DDR au Mozambique a souffert d'un déséquilibre entre efficacité technique et profondeur sociale, aggravé par une dépendance internationale qui a limité son appropriation nationale. Or, en Côte d'Ivoire, le DDR a été réduit à un instrument de stabilisation, malgré la démobilisation massive des combattants, sa lenteur, son caractère partiel et l'absence de réintégration économique ont compromis sa capacité à consolider durablement la paix. À notre humble avis, le DDR doit être conçu comme un processus global, incluant non seulement le volet sécuritaire mais aussi le développement socio-économique.

3.2. L'Instrumentalisation politique du DDR et contraintes économiques et sociales

Pour C. Alden « Le DDR au Mozambique illustre les limites d'un processus largement financé et encadré par les bailleurs internationaux pour obtenir une cessation immédiate des hostilités » (2002, 112). Selon l'analyse de C. Alden, la dépendance internationale du Mozambique a réduit l'appropriation nationale du processus, créant une fragilité institutionnelle et une faible durabilité des acquis. Malgré ces limites le DDR a rempli son rôle principal, c'est-à-dire, éviter une reprise immédiate des hostilités et stabiliser le pays. Cependant, l'absence de réintégration économique solide et la dépendance prolongée aux bailleurs ont laissé le pays vulnérable à de

nouvelles tensions, comme celles observées dans les années 2010. Pour l'auteur, le DDR au Mozambique est un exemple typique des limites d'un processus internationalisé efficace pour arrêter la reprise immédiate des combats, mais insuffisant pour assurer une paix durable et une réintégration économique solide. En Côte d'Ivoire, M. Chelpi-den Hamer n'est pas en reste, il souligne également que : « Le DDR ivoirien s'est caractérisé par une succession de dispositifs fragmentés, souvent remis en cause par les acteurs politiques et militaires » (M. Chelpi, 2015 : 228). Pour lui, le DDR n'a pas été un processus continu mais une série de dispositifs distincts souvent ajoutés ou abandonnés. Car les acteurs politiques et militaires ont régulièrement remis en cause ou détourné les dispositifs pour servir leurs intérêts. De ce fait, si certains combattants ont été démobilisés et intégrés par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), beaucoup sont restés en marge, si bien que la réintégration socio-économique est restée fragile. Les rivalités entre camps ont affaibli la crédibilité des dispositifs. Pour M. Chelpi, le DDR ivoirien est un exemple de processus fragmenté et politisé qui a certes permis des avancées ponctuelles, mais n'a pas réussi à instaurer une paix durable et inclusive. Dans les deux pays, le DDR a été instrumentalisé par les élites politiques pour consolider leur pouvoir, plutôt que pour assurer une réintégration durable. Au niveau des contraintes économiques et sociales, J. Hanlon pense que « Les contraintes économiques, imposées par les politiques d'ajustement structurel, ont empêché que les retours ruraux se traduisent par une véritable reconstruction communautaire » (1996 : 224). Selon l'analyse de l'auteur, le DDR visait à réinsérer les ex-combattants dans leurs communautés, mais les politiques économiques limitent les investissements publics nécessaires à la reconstruction rurale. Les populations impactées n'ont donc pas bénéficié d'infrastructures, de services ou de programmes de développement suffisants pour absorber les retours. Il en résulte que les retours ont été individuels plutôt que collectifs, sans une dynamique de reconstruction communautaire durable. Hanlon apprécie également que le DDR au Mozambique ait été entravé par les contraintes économiques des ajustements structurels, ce qui a empêché que les retours ruraux se traduisent par une reconstruction communautaire et un développement durable. Pour la Côte d'Ivoire, F. Akindès ajoute que : « La réintégration des ex-combattants dans la société ivoirienne s'est heurtée à la résistance sociale et à l'absence de perspectives économiques » (2004 : 23). Notons que la résistance sociale est liée à la méfiance et au rejet des communautés envers les anciens combattants. Quant à l'absence de perspectives économiques, elle est caractérisée par un chômage massif, un manque de formation et d'opportunités professionnelles. Enfin, Akindès souligne que la réintégration des ex-combattants en Côte d'Ivoire n'a pas pleinement réussi, car elle a été freinée par la méfiance sociale et l'absence de solutions durables, deux conditions pourtant essentielles à une paix

consolidée. Dans les deux pays, la pauvreté et le manque d'opportunités économiques ont limité l'efficacité du DDR.

En définitive, on retient que la convergence des deux DDR se manifeste par une forte dépendance internationale à travers les bailleurs de fonds, un succès quantitatif avec une démobilisation massive. On note également un échec qualitatif de la réinsertion socio-économique, une instrumentalisation politique par les élites et enfin des contraintes de réintégration durable. Mais que retenir de la divergence entre le DDR au Mozambique et en Côte d'Ivoire ?

3.3. Divergences entre le DDR au Mozambique et en Côte d'Ivoire

Cette section met relief trois situations : La durée et le rythme du processus, le contexte politique et enfin les résultats au niveau de la paix.

Au Mozambique, le DDR a été fortement influencé par la méfiance politique entre le gouvernement et la RENAMO. Même après la démobilisation, les tensions électorales ont fragilisé la réintégration. Le processus a été fragmenté et dépendant des accords ponctuels, ce qui a limité son efficacité à long terme. Pour M. Berdal : "Au Mozambique, le DDR a été l'un des plus rapides jamais entrepris, mais sa faiblesse réside dans l'absence de suivi à long terme" (1996 : 143-164). Beaucoup d'ex-combattants n'ont pas bénéficié d'une réinsertion socio-économique solide, ce qui a laissé des frustrations et des tensions latentes. Cette fragilité explique en partie pourquoi la RENAMO a pu reprendre les armes à plusieurs reprises, au cours des années qui ont suivi. Pour Berdal, le Mozambique montre le paradoxe d'un succès immédiat mais un échec durable, car la vitesse a été obtenue au détriment de la profondeur et de la pérennité. A contrario, en Côte d'Ivoire le DDR a souffert au départ de la multiplicité des structures, mais la création de l'ADDR a permis une centralisation et une meilleure efficacité. Le soutien international et la volonté politique ont favorisé un désarmement massif et une réinsertion plus systématique. Selon M. Chelapi-den Hamer « le DDR ivoirien s'est caractérisé par une succession de dispositifs fragmentés, souvent remis en cause par les acteurs politiques et militaires » (2015 : 228). L'auteur met en lumière les limites structurelles du DDR ivoirien ; elle insiste sur la fragmentation des dispositifs, leur instrumentalisation politique et la manière dont les acteurs locaux ont façonné le processus. Elle ajoute en essence que le DDR a souvent été utilisé comme un outil de négociation par les élites politiques et militaires, ce qui a freiné sa mise en œuvre. Les dispositifs étaient régulièrement remis en cause, reflétant les luttes de pouvoir plutôt qu'une logique purement technique. En somme, Chelapi Hamer met l'accent sur la dimension sociale et politique du DDR ivoirien en montrant que son efficacité ne dépend pas

seulement de la technique, mais de la manière dont il s'insère dans les réalités locales. En définitive, il convient de retenir que Berdal met à nu le manque de profondeur du DDR mozambicain, tandis que Chelphi montre la fragmentation et l'instrumentalisation du DDR ivoirien.

Le succès relatif du DDR mozambicain ne s'explique pas seulement par sa rapidité technique, mais surtout par le contexte politique et la volonté des élites. Pour C. Manning, « le succès relatif du DDR tient à la volonté des élites politiques de maintenir la paix » (2002 : 112). D'après Manning, les élites du FRELIMO et de la RENAMO avaient un intérêt commun à maintenir la paix, car la guerre avait épuisé les ressources du pays et affaibli leur légitimité. Pour l'auteur également, le DDR est soutenu par une coalition politique pragmatique, où les anciens ennemis acceptent de jouer le jeu électoral plutôt que militaire. Il ajoute en bref pour dire que le DDR mozambicain est un succès relatif : il a permis de désarmer rapidement et d'éviter une reprise immédiate du conflit. Cependant, ce succès tient moins à la qualité technique du DDR qu'à la volonté politique des élites de préserver la paix et de se tourner vers la compétition électorale. Au fond, Manning met l'accent sur la volonté des élites politiques comme facteur clé du succès du DDR au Mozambique. Parallèlement à C. Manning, en Côte d'Ivoire, R. Banégas et B. Losch pensent que « les dispositifs de DDR ont été instrumentalisés par les élites politiques, davantage préoccupées par le contrôle du pouvoir que par la réintégration des combattants » (2002 : 139-161). Ils estiment également que les dirigeants étaient préoccupés par la consolidation de leur position politique et la maîtrise des forces armées que par l'avenir socio-économique des ex-combattants. Pour ces auteurs, le DDR est devenu un instrument de clientélisme et de négociation politique. De plus, cette situation a contribué à maintenir une instabilité latente, car de nombreux ex-combattants sont restés marginalisés ou dépendants des réseaux politiques.

Retenons qu'au Mozambique, les élites politiques ont montré une volonté commune de maintenir la paix, et comme résultat, il apparaît un DDR rapide et relativement efficace à court terme. Le problème était surtout l'absence de suivi socio-économique durable. Or en Côte d'Ivoire, les élites ont instrumentalisé le DDR pour renforcer leur pouvoir. Le processus a été fragmenté et politisé, ce qui a limité son efficacité réelle en matière de réinsertion. On peut dire pour finir, qu'au Mozambique, le DDR a été soutenu par une volonté politique de paix, mais a été fragilisé faute de suivi, contrairement à la Côte d'Ivoire, qui a connu un DDR détourné par les élites, davantage centré sur le contrôle du pouvoir que sur la réinsertion. On peut également ajouter que la divergence principale est que le DDR au Mozambique a été plus politique et

fragile, dépendant des négociations entre acteurs, tandis qu'en Côte d'Ivoire, il a été plus instrumentalisé et structuré, avec des résultats plus tangibles en termes de désarmement et de réinsertion.

Conclusion

En définitive, la comparaison entre les processus de DDR au Mozambique et en Côte d'Ivoire révèle que la réussite de la transition post-conflit ne dépend pas uniquement de la reddition des armes, mais de la fluidité des trajectoires de vie des ex-combattants.

Le Mozambique connaît une dynamique de mobilité post-conflit marquée par une dispersion rurale, illustrée par un mouvement massif de retour des populations vers les campagnes. À l'inverse, la Côte d'Ivoire illustre une dynamique de concentration urbaine, où les anciens belligérants s'insèrent dans des réseaux économiques informels au cœur des cités, transformant durablement le tissu social urbain. Toutefois, cette dispersion ne doit pas être interprétée uniquement comme un échec. Elle traduit aussi une volonté de réancrage communautaire et de retour aux solidarités traditionnelles. En Côte d'Ivoire, si l'insertion urbaine a offert davantage de possibilités économiques, elle a aussi généré des tensions liées à la compétition pour l'emploi et à l'intégration sociale dans des espaces déjà fragiles. L'hypothèse est globalement validée et nuancée selon les logiques propres à chaque contexte. De même, les deux cas étudiés confirment que l'efficacité du DDR repose sur une double dimension. D'un côté, l'accompagnement institutionnel est indispensable pour fournir un cadre et des ressources. De l'autre, l'acceptation communautaire conditionne la durabilité de la réintégration, car sans reconnaissance sociale, les ex-combattants restent marginalisés et vulnérables à une reprise de la violence. En revanche, le poids relatif de ces deux facteurs varie selon les contextes. En Côte d'Ivoire, l'appui institutionnel a été plus structuré, tandis qu'au Mozambique, la dimension communautaire a joué un rôle plus central dans la stabilisation. Ces deux modèles démontrent que le combattant n'est pas un acteur statique : il se déplace, se transforme et redéfinit son identité en fonction des opportunités spatiales et économiques offertes par la paix.

Cette analyse soulève néanmoins une interrogation fondamentale : face à l'urbanisation croissante du continent africain, le modèle de réintégration rurale tel qu'observé au Mozambique est-il encore viable pour les conflits futurs, ou devons-nous repenser le DDR comme un processus de gestion des mobilités urbaines et de l'emploi précaire plutôt que comme un simple retour à la "normale" communautaire ?

Références bibliographiques

ADEDOKUN Ayokunu, 2017, *Transition de la guerre civile à la paix : le rôle des Nations Unies et de la Communauté Internationale au Mozambique*, UNU-MERIT, Maastricht, Université de Maastricht, 3 p.

ADDISON Tony & BRÜCK Tilman, 2001, *L'économie politique de la reprise post-conflit*, UNU-wider, Helsinki, Université des Nations Unies, 16 p.

AKINDES Francis, 2004, *Les racines de la crise militaire politique en Côte d'Ivoire*, Dakar, CODESRIA, 23p.

ALDEN Chris, 2002, *Le Mozambique et la construction du Nouvel État africain : de la négociation à la construction nationale*, Londres, Palgrave Macmillan, 112 p.

BANÉGAS Richards & LOSCH Bruno, 2002, « La Côte d'Ivoire au bord de l'implosion », *Politique africaine*, N°87, p.139-161.

BERDAL Mats, 1996, « Désarmement et démobilisation après les guerres civiles », *Survival*, vol 38, N°4, p. 143-164.

BOKA Constance & GUISSA Dakouri, 2020, *Crises politiques et processus de paix en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 19 p.

CHELPI-DEN HAMER Magali, 2015, *Les tribulations du dispositif DDR en Côte d'Ivoire*, Paris, L'Harmattan, 228 p.

CINDY Horst, 2006, *Transnational Nomads: How Somalis Cope with Refugee Life in the Dadaab Camps of Kenya*, New York and Oxford, Berghahn Books, 256 p.

Conciliation Resources, 1998, *Accord, N° 3, Mozambique*, Londres, Conciliation Resources, 5 p.

GUICHAOUA Yvan, 2015, *Trajectoires des combattants ouest-africains : entre guerre, mobilité et précarité, réinventions sociales et politiques*, Paris, Karthala, 318 p.

HANLON Joseph, 1996, *La paix sans profit : comment le FMI bloque la reconstruction du Mozambique*, Londres, James Currey, Portsmouth, Indiana University Press, 224p.

Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), 1997, *Rapport sur les réfugiés dans le monde 1997*, Genève : HCR, 295 p.

International Crisis Group, 2007, *Côte d'Ivoire: The Ouagadougou Agreement*, Bruxelles, International Crisis Group, Africa Report N° 127, 9 p.



KNIGHT Mark & ÖZERDEM-GUNS Alpaslan, 2004, “Disarmament, Demobilization and Reinsertion of Former Combatants in Transitions from war to peace” *Journal of Peace Research*, vol 41, N°4, p.491-507.

LUBKEMANN Stephen, 2008, *Culture in Chaos: An Anthropology of the Social Condition in War*, Chicago, University of Chicago Press, 416p.

MANNING Carrie, 2002, *La politique de la paix au Mozambique : démocratisation post-conflit en perspective comparative*, Etats-Unis, Westport, CT, Praeger, 272p.

MOSCA João, 2024, *Conflito em Cabo Delgado, Causas multidimensionais*, Maputo, Observatório do Meio Rural (OMR), 28 p.

Nations Unies, 2017, *The Role of DDR in Peacebuilding and Sustaining Peace*, New York, Nations Unies, 3p.

Nations Unies, 1994, *Rapport du Secrétaire général sur l'opération des Nations au Mozambique*, S/1994/89, 28 Janvier, New York, Nations Unies, 269 p.

Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, 2010, *Rapport Annuel 2010*, Abidjan, ONUCI, 21 p.